

COMMISSION POPULAIRE D'ENQUÊTE EXTRA PARLEMENTAIRE EN ALLEMAGNE ET À L'INTERNATIONAL

AUJOURD'HUI : DR. HEIKO SCHÖNING, DR. BODO SCHIFFMAN ET
PROF. MARTIN HADITSCH

<https://acu2020.org/international/>



Mes chers concitoyens,

Bienvenue à l'ACU, la commission d'enquête extra-parlementaire sur le Corona. Si le Parlement ne le fait pas, alors nous, les citoyens, sommes appelés à le faire nous-mêmes.

Au moyen de la Commission d'enquête extra-parlementaire sur le Corona, nous allons enquêter sur les raisons pour lesquelles ces mesures restrictives ont été appliquées dans notre pays au cours de la CoVid-19, sur les raisons pour lesquelles les gens souffrent maintenant et sur le taux de mortalité de cette maladie, qui a en fait été causée par un virus SARS-CoV-2. Nous avons de sérieux doutes quant à la manière dont ces mesures restrictives ont été prises. Cela doit être examiné et, étant donné que ni les Parlements, ni les partis d'opposition, ni les partis au pouvoir n'ont convoqué de commission et que celle-ci n'en est même pas au stade de la planification, il est grand temps que nous prenions les choses en main maintenant. Nous inviterons et entendrons ici, au sein du Cercle des porte-parole du Corona, des experts de tous les horizons, issus des domaines de la médecine, des affaires sociales, du droit, de l'économie et bien d'autres encore. SRAS-CoV- 2.

Des experts de renom ont déjà aimablement accepté d'être présents. Outre le cercle des orateurs, mon collègue le

professeur HADITSCH et mon collègue le Dr SCHIFFMANN, je voudrais également me présenter. Je m'appelle Heiko SCHÖNING, je suis un simple médecin de Hambourg. Ma motivation personnelle est que je suis un père, comme beaucoup d'autres dans ce pays qui ont des enfants et nous voyons que nos enfants souffrent maintenant, non seulement parce que les terrains de jeux ont été fermés, mais aussi parce qu'ils sont séparés les uns des autres. Et pour les adultes, c'est encore pire.

Nous nous demandons pourquoi les parents ne sont plus autorisés à rendre visite à leurs parents, par exemple en maison de retraite. Le danger d'infection est-il si grand ? Avons-nous vraiment un virus mortel ici ? Avons-nous la rage ou la peste ? Et nous avons de sérieux doutes à ce sujet ! Nous n'avons pas la peste ! Mais l'honnêteté est une chose qui aide vraiment. Le célèbre prix Nobel Albert CAMUS l'a déjà exprimé dans son merveilleux livre "La Peste". Nous voulons garantir cette honnêteté et cette transparence ici à l'ACU, au sein de la commission d'enquête extra-parlementaire sur le Corona.

C'est pourquoi des experts du domaine de la médecine comme le Prof. BHAKDI, de l'économie comme Prof. OTTE ou encore du système juridique comme Prof. JUNGBLUT et bien d'autres qui ont déjà accepté de venir. Et bien

sûr, nous invitons également ici tous les experts du gouvernement, des instituts publics, de l'Institut Robert Koch et, bien sûr, de l'étranger. Il sera rendu complètement transparent. Les déclarations des experts seront diffusées en direct, sans montage, vous pouvez les regarder sur internet. Nous allons créer un site web et nous aurons bien sûr besoin de plus de ressources pour cela. Par conséquent, veuillez nous soutenir dans cette initiative citoyenne, dans cette initiative citoyenne ACU.

Quel est le meilleur scénario ? Nous verrons que nous n'avons pas besoin d'avoir plus peur, comme nous l'avons fait avec les vagues normales de grippe ces dernières années, car c'est exactement ce que cela semble être. Mais pourquoi ont-ils pris ces terribles mesures ?

Par exemple, un rapport interne du ministère fédéral de l'intérieur a déterminé que 90 % de toutes les opérations nécessaires en Allemagne n'ont pas été réalisées, ce qui a touché 2,5 millions de personnes. Et dans ce rapport, il est également écrit que 5 000 à 125 000 patients sont morts à la suite des mesures gouvernementales. Donc des gens, des compagnons, des concitoyens qui sont déjà morts ou qui sont encore en train de mourir. Ce rapport datait du 7 mai 2020, c'est aussi la raison

pour laquelle nous prenons maintenant en main cette commission d'enquête sur le Corona, car nous ne pouvons plus attendre.

Et il est plus que grossièrement négligent que les agences gouvernementales n'exposent pas ces choses en grand et, en fait, cela semble être une mise en scène. Car les données scientifiques montrent déjà que ces mesures sont sans fondement. Nous nous demandons donc tous, y compris dans le monde des affaires bien sûr, - même si ce sont surtout des vies humaines qui sont en jeu ici - qui en profite ? Nous essayons de répondre à ces questions ici aussi. Cui bono ?

Qui en bénéficie ?

Merci beaucoup, également pour votre soutien jusqu'à présent et nous nous réjouissons de recevoir d'autres ressources ainsi que votre coopération. Une fois de plus, nous invitons tout le monde, y compris l'autre partie, à s'exprimer ici, et ce sera également affiché de manière transparente sur Internet. Et bien sûr, nous sommes également disponibles pour une conférence de presse. Nous demandons donc à l'Association fédérale des conférences de presse d'ouvrir les salles pour nous et pour la presse internationale. Merci beaucoup.

Je passe maintenant la parole à mon collègue, le Dr Bodo SCHIFFMANN.

SCHIFFMANN : Oui, merci beaucoup, Monsieur SCHÖNING.

Pourquoi la commission d'enquête extra-parlementaire sur le Corona est-elle nécessaire ? Parce que nous avons affaire à un manque d'adéquation. Les gouvernements doivent prendre des décisions et, dans les situations d'urgence, comme une pandémie, ils doivent également prendre des mesures qui peuvent, à première vue, restreindre les droits fondamentaux. Mais ils sont également tenus de revoir constamment ces mesures et de les assouplir le plus rapidement possible afin d'éviter les dommages collatéraux, comme l'a mentionné M. SCHÖNING.

Au lieu de cela, nous obtenons des chiffres sans rapport, des

chiffres qui ne sont susceptibles d'attiser la peur qu'en additionnant simplement les cas de maladie et en ne montrant pas qu'il y a une disproportion entre le nombre de personnes testées et celui des personnes réellement infectées. Les structures existantes qui fonctionnent bien, comme la loi sur la protection contre les infections, sont simplement suspendues et remplacées par quelque chose de nouveau, qui est beaucoup plus drastique, et la seule chose qui vient du gouvernement est l'appel constant à la vaccination contre une maladie dont nous savons maintenant très bien, grâce à de nombreuses études internationales, qu'elle est très comparable aux maladies de la grippe, que les taux de mortalité ne sont pas plus élevés qu'avec les fortes vagues de grippe et que les mesures prises ne peuvent pas être justifiées par cela. C'est un oubli effrayant de la part d'études internationales reconnues et d'experts de tous les domaines, qu'ils soient virologues, bactériologues, épidémiologistes ou même économistes, qui ne sont tout simplement pas entendus ou sont ignorés. Pire encore, on les traite de menteurs, de charlatans ou de théoriciens du complot, ce qui ne manquera pas de devenir le mot d'ordre de l'année 2020.

Au lieu de cela, on annonce une vaccination qui peut être très dangereuse, une vaccination sans nécessité médicale, parce qu'il n'y a plus de preuves. Il n'y a même plus assez de personnes en Allemagne qui tombent malades pour qu'un vaccin puisse être testé sur elles. Et il s'agit d'une nouvelle forme de vaccination, dite à ARN, qui, contrairement aux vaccinations précédentes, est capable de modifier le matériel génétique. Et peut causer des dommages incalculables aux personnes. Et ici, il faut aussi penser au principe médical "pas de mal", "nil no cere".

C'est la responsabilité des médecins et nous espérons ici aussi que d'autres médecins y participeront et y réfléchiront, car nous, médecins, ne devons pas faire plus de mal que de bien aux patients.

Ma motivation, ce sont mes grands-parents et mes parents,

qui m'ont appris que si j'ai le sentiment que les droits fondamentaux sont restreints, que la démocratie est restreinte, que la presse n'est plus une presse libre, mais que vous avez le sentiment qu'il s'agit de propagande, que si les opinions étrangères sont censurées, supprimées, alors vous devez sortir dans la rue, alors vous devez devenir actif, ou vous devez essayer d'informer le public vous-même, par exemple, comme vous le feriez avec un comité d'enquête sur le Corona. Car bien sûr, il y a toujours le danger que le pouvoir corrompt, et qu'à un moment donné, les politiciens ne puissent plus le voir avec la bonne mesure et le bon objectif.

J'ai vu un danger de perte de la démocratie, et je vois chaque jour de plus en plus d'efforts pour transformer notre ordre démocratique libre de base en un État de surveillance, avec des applications de contrôle des esprits et de surveillance et autres, sous le couvert de lois de protection contre les infections.

Dans le meilleur des cas, nous arrivons à la conclusion qu'il faudrait une clarification juridique complète du contexte de ces mesures scientifiquement, médicalement et humainement excessives, que les responsables devraient également être tenus pour responsables et que des situations telles que la grippe porcine, avec des vaccinations qui ont laissé des séquelles chez les gens, pour une maladie pour laquelle il n'était pas nécessaire de vacciner, ne devraient jamais se reproduire ! Et toutes les mesures qui ont été prises doivent être réduites, car elles ont été élaborées sur fond de scénarios d'horreur qui ne se sont jamais concrétisés et qui sont néanmoins constamment maintenus à un niveau élevé pour faire craindre à la population une maladie mortelle qui n'existe pas sous cette forme. Et la meilleure chose qui en sortira, bien sûr - et cela doit arriver - est la fin immédiate du confinement, la fin de l'obligation de porter des masques. À une époque où il n'y avait plus du tout de cas de maladie, un appel a été lancé le 29 mai de cette année pour rendre obligatoire le port du masque dans les cabinets

médicaux.

Au cours des dernières semaines - nous sommes le 20 juin 2020, il y a quinze jours, nous avons eu de grandes manifestations de masse contre le racisme dans 20 villes allemandes avec plus de 20 000 participants - si ce virus sous cette forme avec ce taux d'infection était réellement encore répandu en Allemagne, alors nous devrions pouvoir enregistrer une augmentation massive du nombre d'infections aujourd'hui, mais ce n'est pas le cas. Et cela prouve que les mesures ne peuvent plus être justifiées d'aucune manière.

Merci beaucoup.

SCHÖNING : Merci beaucoup à M. SCHIFFMANN

Je voudrais souligner une fois de plus que ce que nous faisons ici est totalement non partisan, il ne s'agit pas de droite ou de gauche, il ne s'agit pas de gros ou de mince, d'homme ou de femme. Il s'agit en fait de vie et de mort pour beaucoup, d'une grande qualité de vie pour les adultes, mais aussi pour nos enfants. C'est notre principale motivation - également pour les générations futures - pour faire face aux circonstances auxquelles nous avons nous-mêmes été exposés ces derniers mois.

Nous, les citoyens, devons retrouver notre souveraineté et nous en prenons aussi le droit, parce que nous l'avons. Nous nous basons sur la Loi fondamentale. Dans la Loi fondamentale, que je tiens ici dans ma main, il y a un article merveilleux, l'article 20, paragraphe 4, "Toute personne a le droit de résister si aucune autre mesure ne permet de remédier à la situation".

Nous pouvons peut-être aussi considérer cette commission d'enquête extra-parlementaire sur le Corona comme l'une des dernières mesures, et espérer que ceux qui sont au gouvernement et qui ont prêté serment de ne pas nuire aux gens mais d'aider ceux qui défendent notre pays - ainsi que tous les fonctionnaires, officiers, médecins : oui, tous les concitoyens - sont appelés à y prendre part ici car les terribles circonstances que nous vivons tous réellement, nous les voyons dans les rues, nous les vivons

dans nos familles et aussi personnellement avec nos amis et nos parents.

Nous devons faire quelque chose à ce sujet, et je suis aussi très heureux que nous n'ayons pas seulement la perspective allemande mais que nous puissions également apporter une perspective internationale au processus. Et c'est pourquoi je suis très heureux que nous ayons un véritable expert en la matière dans le cercle des orateurs de l'ACU, la commission d'enquête extra-parlementaire sur le Corona : le professeur HADITSCH, d'Autriche.

Je vous en prie.

Oui, merci beaucoup et meilleurs vœux.

SCHÖNING : c'est un grand honneur pour moi et, pour être franc, quelque chose qui me tient à cœur de participer à la commission d'enquête extra-parlementaire de l'ACU sur le Corona.

Si nous nous en tenons aux faits, nous devons nous poser les questions suivantes : pourquoi cette commission d'enquête est-elle nécessaire ?

Cette enquête est nécessaire car, dès le départ, soit par négligence grave, soit délibérément, sans le devoir de diligence nécessaire, c'est-à-dire sans la moindre considération pour les dommages collatéraux, des décisions irresponsables et inappropriées ont été prises, qui ont également porté atteinte aux droits démocratiques fondamentaux et foulé aux pieds les devoirs éthiques.

On a évidemment aussi tenté de compenser des fautes flagrantes, comme la négligence de ceux qui ont besoin de protection - et je vous rappelle les personnes en maison de retraite - par des mesures draconiennes et non ciblées, peut-être pour éviter de justifier ces fautes ou du moins pour détourner l'attention de ces problèmes.

Que ce soit finalement non intentionnel, c'est-à-dire basé sur l'ignorance, ou intentionnel - ce qui aurait alors été perpétré avec des mobiles douteux - est en fait sans importance. En tout état de

cause, cela disqualifie les décideurs eux-mêmes.

Compte tenu de l'ampleur des décisions prises, les deux options décrites ci-dessus doivent nécessairement faire l'objet d'un examen détaillé, et cela peut être fait à nouveau à partir de l'expérience de la présentation extrêmement unilatérale par la politique et la radio d'État - ou les médias d'État - en fin de compte uniquement par une commission d'enquête indépendante, c'est-à-dire extra-parlementaire, du corona.

Ma motivation personnelle pour y participer est que je suis un spécialiste en microbiologie, virologie et épidémiologie des infections, et je suis profondément consterné par l'approche non objective d'un point de vue professionnel. Certaines personnes vont se demander ce que j'entends par cette approche non objective.

À cela s'ajoute la constante, même dans les médias, d'esquisses de scénarios du "pire", de comparaisons inappropriées qui font peur, on ne pense par exemple qu'à ce mot d'ordre parfait et inqualifiable de "conditions italiennes", qui était au mieux vrai pour certaines régions du nord de l'Italie et où, en fait, les régions du sud de l'Italie moins bien peuplées, ont fait face à tout cela relativement sans problème.

Des représentations inadéquates et flagrantes de tendances menaçantes qui dans la pratique ne se sont jamais concrétisées - et si l'on avait correctement évalué la situation dès le départ, compte tenu de la qualité du système de soins de santé en Allemagne - n'auraient jamais pu se concrétiser de cette manière.

Je suis aussi médecin généraliste de formation mais, surtout en tant que médecin, je ne pouvais plus tolérer cette approche méprisante de la santé et des êtres humains car elle est en contradiction flagrante avec la compréhension et l'éthique professionnelles de chacun d'entre nous. Cette peur permanente, on pourrait dire la peur panique, les dommages psychologiques et sociaux qui peuvent en être déduits, les dommages médicaux

et économiques gigantesques et enfin, mais pas des moindres, les interventions massives sur toute notre vie culturelle et sociale sont, je crois, au moins en tant que médecin à orientation holistique, une raison et une motivation suffisantes pour se lever et lutter contre cette folie.

Face à la catastrophe qui ne peut être évaluée du tout à l'heure actuelle, il semble nécessaire, avec tout le respect que je vous dois, bien sûr, mais en termes non équivoques, d'insister pour que ces décisions soient évaluées objectivement et pour que les décideurs soient tenus responsables si une faute est avérée. Le point de vue de la commission d'enquête est bien sûr aussi un peu ceci : à quoi pouvons-nous nous attendre, quel est le meilleur scénario ?

Selon moi, tous les citoyens — ou du moins les collègues médecins — devraient se sentir concernés par la pensée d'Hippocrate, à savoir par le principe "*nil no cere*", c'est-à-dire "ne pas faire de mal", et tout le monde, même ceux qui ne font pas partie des médias qui ont prêté serment à la ligne gouvernementale, devraient s'informer, poser des questions critiques et procéder à des contrôles de plausibilité. Et puis on découvrira que Bergame n'est pas l'Italie, Ischgli pas l'Autriche, New York pas les États-Unis et une fête de carnaval à Heinsberg, un immeuble à Göttingen et des abattoirs où qu'ils soient, ne sont pas l'Allemagne. Cela devrait également devenir évident pour tous que :

- le système de santé allemand n'a même jamais commencé à courir le risque de se décompenser, c'est-à-dire d'être surchargé,

- des mesures telles que le taux de doublement et ce nombre innommable "R 0" étaient principalement destinées à faire pression sur la population par la peur et que l'absence de référence au nombre de tests effectués était communiquée de manière non objective et manipulatrice, que des chiffres faux et peu fiables ont été utilisés pour les décès dans un but d'intimidation,

- le nombre de cas était déjà en baisse significative bien avant le

"confinement",

- une obligation générale de port de masque ordonnée 4 semaines plus tard, franchement 4 semaines plus tard, était factuellement non fondée, illégale et psycho socialement irresponsable,

- l'adhésion incorrigible à des mesures et à des déclarations déjà réfutées, c'est-à-dire contre une meilleure connaissance et des preuves avérées dans ce contexte, est une infraction pénale et

- en fin de compte, un changement radical des structures décisionnelles de la politique des partis se fait attendre, car c'est la seule façon d'empêcher de manière fiable la poursuite ou la répétition de cette approche antidémocratique.

Je souhaite à l'ACU, la commission d'enquête extraparlamentaire du Corona, tout le succès possible dans l'examen objectif de toutes ces questions de conflit. Bonne chance.

Merci beaucoup, Monsieur HADITSCH.

Je voudrais conclure en soulignant une fois de plus pourquoi nous faisons cette ACU, Commission d'enquête extraparlamentaire. Nous ne voulons pas attendre les parlements ou autres qui pourraient venir plus tard, à un moment donné, parce que la pression c'est maintenant, c'est maintenant que les gens souffrent. Maintenant nos semblables souffrent et maintenant un grand nombre de personnes ont déjà été blessées, certaines ont même perdu la vie. Tout comme cela a été [prédit] dans le rapport interne du ministère fédéral de l'Intérieur. Ils sont morts à cause des mesures prises par le gouvernement ! Et cela est évidemment disproportionné.

Je voudrais rappeler pourquoi il est si urgent que nous prenions les choses en main maintenant, surtout lorsque personne d'autre ne le fait qui pourrait être plus sollicité. Partout dans le monde, il y a toujours des gens qui ont un arrêt cardiaque. Tout le monde a le risque à 100% — à un moment donné au moins — le cœur de chacun s'arrêtera.

La bonne nouvelle : vous pouvez maintenant aussi revivre, vous réanimer et il existe un guide sur la manière de le faire. Et cette directive a été modifiée au niveau international au début du mois d'avril. Au fil du temps, elle a également été modifiée en Allemagne. Et cette directive, imaginez cela, dit maintenant, "en raison du risque élevé d'infection par le CoVid-19 et des dommages considérables qui pourraient en résulter", vous ne devez plus émettre de souffle. Imaginez cela : "vous devez maintenant mettre un chiffon sur votre bouche". Cela signifie que beaucoup plus de personnes dans le monde vont mourir maintenant, [...]. La surmortalité est ainsi produite en plus dans les statistiques. Nous devons également renverser cette directive sur la réanimation.

C'est exactement ce que nous pouvons constater et nous serons en mesure de fournir ensemble, au sein de cette commission d'enquête, des preuves complètes que nous n'avons pas la peste ou le virus mortel. C'est une bonne nouvelle !

Mais nous devons nous poser la question suivante : pourquoi en est-il ainsi ?

Pourquoi ces mesures sont-elles en place ? Qui en bénéficie ?

Nous ne voulons pas attendre que nous-mêmes, nos amis, nos parents, subissent des dommages personnels et physiques. Nous devons travailler ensemble maintenant ! Et je ne peux qu'inviter dans la mesure où il n'y a pas de société derrière nous : pas de société de médias, pas de riches individus, pas de fondations. Plus nous disposons de ressources, plus nous pouvons faire ce travail de manière professionnelle et rapide, y compris au niveau international. Nous le publierons également en plusieurs langues, dans la mesure de nos possibilités. Tout le monde est invité à aider, dans le meilleur esprit public. C'est pourquoi je vous remercie vivement pour tout le soutien que vous nous avez apporté jusqu'à présent...

Merci beaucoup.

<https://acu2020.org/international/>

Transcription en plusieurs langues sur le site ACU 2020.